Conférence de presse de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations franco-chinoises, la question climatique, la situation en Syrie et en Ukraine et sur l'aide en faveur du développement du continent africain, à Pékin le 3 septembre 2015.

2015-09-03

- Chine - Relations bilatérales - COP21 - Afrique

J'ai passé une vingtaine d'heures ici à l'occasion de la célébration du 70ème anniversaire. Le président français m'a demandé de venir parce que nous avons pensé qu'il fallait honorer la mémoire de ceux qui sont tombés dans ces combats et puis tenir un discours pour la paix. Cela m'a donné l'occasion non seulement d'assister au défilé, vous l'avez vu probablement, et à la manifestation de ce soir, mais aussi de rencontrer le président Xi Jinping, le Premier ministre et de voir un certain nombre de personnes, notamment le Secrétaire général des Nations unies, le président égyptien, mon collègue italien.

C'est mon onzième voyage ici, depuis que je suis en fonctions. Les relations entre la France et la Chine sont excellentes, vous le savez. Le dernier voyage du Premier ministre s'est très bien passé et j'avais eu l'occasion d'ailleurs de l'accompagner à Marseille. Et là nous entrons dans une période où il va y avoir aussi beaucoup d'échanges, d'importance diverse.

Il y a une mission avec M. Lenain, qui vient bientôt pour travailler sur les partenariats dans les pays tiers et nous avons l'idée, si c'est possible, au premier semestre de l'année prochaine, d'organiser en Afrique avec les Chinois une réunion pour montrer ce que peuvent être concrètement ces partenariats. Nous travaillons là-dessus parce que l'idée avait été développée, je ne sais pas si vous vous rappelez, d'un fonds franco-chinois et c'est donc un travail qu'Emmanuel Lenain et Rémy Rioux, le Secrétaire général adjoint chargé des affaires économiques, vont mener - ça c'est un aspect.

Il y a un deuxième aspect important qui est le nucléaire bien sûr, où là c'est une coopération qui remonte à longtemps et donc il y a des développements. Vous avez peut-être vu des décisions qui ont été prises par EDF pour ce qui concerne Hinkley Point ; il y a d'autres perspectives, donc nous examinons cela.

Il y a la COP21, ce qui est très important puisque nous travaillons vraiment étroitement avec les Chinois, qui comme nous bien sûr, veulent le succès de cette conférence. Et compte-tenu à la fois de leur place de premier émetteur de gaz à effet de serre et en même temps de leur rôle à la tête du G 77, leur rôle est très important. Donc nous avons discuté de cela. D'ailleurs, dimanche et lundi je reçois à Paris une réunion informelle d'une cinquantaine de ministres de l'environnement et des affaires étrangères. Je ne sais pas si vous suivez en détails ces questions de la COP21 mais actuellement il y a une réunion dite de la «ADP» qui a lieu à Bonn, qui a du mal à se mettre d'accord sur des avancées J'organise donc parallèlement des consultations ministérielles informelles pour avancer quand même. On essaye de faire converger tout ça et le travail avec les Chinois est vraiment très très fructueux.

Nous allons avoir l'occasion de le voir puisque le secrétaire général des Nations unies, le président François Hollande et le président péruvien ont l'intention d'organiser une réunion de travail à New York sur les questions de la COP21 à la fin du mois de septembre Par ailleurs le président de la République viendra ici pour traiter de toute une série de sujets notamment celui-là au début du mois de novembre. Mais vraiment, nous travaillons très étroitement avec la Chine, parce qu'évidemment c'est un acteur tout à fait majeur dans ce domaine et j'ai eu l'occasion d'en parler avec notamment le Premier ministre cet après-midi.

D'autre part, Matthias Fekl vient dans quelques jours puisque vous savez qu'il est chargé au ministère des affaires étrangères, en tant que secrétaire d'État, du commerce extérieur. Donc il vient en particulier pour traiter des questions de tourisme et d'agroalimentaire. Donc il y a tout un continuum de visites, comme celle de Michel Sapin qui viendra dans le cadre des relations périodiques qu'il doit avoir sur les questions financières avec la Chine.

Donc au cours des semaines qui viennent, nous allons continuer avec un rythme tout à fait intense ces visites. Et j'ai vu bien sûr aussi mon collègue Wang Yi, Nous travaillons ensemble et nous avons beaucoup travaillé ensemble sur l'Iran et nous regardons beaucoup de problèmes ensemble, c'est normal. J'ai saisi aussi cette occasion pour voir aussi mon collègue Lavrov qui était là parce qu'aussi bien sur l'Ukraine que sur la Syrie, nous avons des sujets de préoccupation communs. Donc c'était à la fois une réunion qui était faite pour le 70ème anniversaire mais qui permet quand même de voir pas mal de monde et d'assurer la continuité de notre excellente relation avec les Chinois.

Q - Vous évoquiez le nucléaire et aujourd'hui EDF a annoncé un énième report pour l'EPR de Flamanville, un retard supplémentaire avec un an de délai supplémentaire. Les Chinois risquent d'être les premiers à mettre en service un EPR. Est-ce que vous en avez parlé aujourd'hui, comment est-ce qu'ils voient la chose ?

R - Non, nous n'avons pas parlé de cette information qui est exacte et c'est vrai que Flamanville a pris du retard, non seulement du retard dans le temps mais à un coût plus

important que celui qui était prévu. Et la probabilité c'est que les EPR chinois soient les premiers à être mis en application pour toute une série de raisons. Mais nous n'avons pas abordé cela dans les détails et il y a des contacts qui ont lieu avec les Chinois avec EDF ; et les Chinois avec Areva etc.

Q - Mais vous ne craignez pas que ce énième retard puisse, au moment où l'on parle d'investissement chinois dans le nouvel Areva, que ça puisse changer la donne ou pas ?

R - Oui c'est possible. Écoutez, on verra lorsque les décisions seront prises mais la coopération avec les Chinois est une coopération très ancienne dans le domaine du nucléaire et ils savent bien que ce n'est pas sur un coup de tête qu'on prend des décisions ; c'est vraiment des coopérations de fond. Les retards qui ont lieu sont évidemment regrettables mais je crois qu'ils ont une vision longue, de long-terme.

Q - Mais ils voulaient en commander deux autres.

R - Oui. Il faut déjà que Taishan fonctionne bien. On travaille effectivement sur cette perspective. On travaille aussi sur une usine de retraitement, vous savez, parce que là la France est à la fois très capable et la seule à être capable donc le contact est établi et on essaye d'avancer.

Q - Deux questions sur la journée d'aujourd'hui, sur le défilé. Est-ce qu'on peut penser qu'il signifie une montée du militarisme en Chine ?

R - Ca c'est les sinologues éminents qui vont interpréter les signes mais je me garderai bien de faire de l'herméneutique. Même si comme vous j'ai regardé les choses et j'ai écouté les commentaires. Mais en même temps ce qu'il y a d'intéressant, et je le disais en plaisantant à mes interlocuteurs, c'est quand même la première fois que dans un grand défilé militaire j'entends la personne qui préside le défilé, annoncer qu'il va y avoir 300.000 soldats en moins et se faire applaudir. Ca quand même c'est assez spécifique. Bon, et j'en ai parlé à table puisque j'étais à côté d'un des généraux et il m'a dit oui, on est préparés à ça, c'est tout à fait bien, on veut une armée bien équipée mais on n'a pas besoin du même nombre etc. C'est quand même singulier parce que c'est assez rare que ce soit annoncé à l'occasion des défilés et c'est assez rare que ce soit applaudi, quand le public lui-même est militaire. Cela dit sur l'interprétation de la journée, comme disait l'autre, que 100 fleurs fleurissent.

Q -Mais ils vont vers d'autres investissements s'ils modernisent.

R - Oui mais alors ça c'est la question de la santé économique. Moi je suis plus mesuré que beaucoup de commentaires sur cette question. Je crois qu'il faut distinguer la question boursière et la question macro-économique.

Sur la bourse, vous le savez sans doute, d'abord la bourse ici finance très peu les entreprises ; ce sont les banques qui financent les entreprises. Et la bourse a démonté considérablement et donc ce sont des activités spéculatives et même avec cette baisse, je n'ai plus les chiffres en tête, mais je crois que depuis un an ça a dû monter de 40 à 60%.

D'une part c'est un peu déconnecté de l'économie réelle et d'autre part quand on regarde sur une moyenne période la bourse a quand même beaucoup monté. Donc évidemment compte tenu du fonctionnement du marché, de la dimension internationale de toute cela, ça créé beaucoup d'émotion mais je pense qu'il faut quand même, sur l'aspect boursier, garder son calme.

Sur la question macroéconomique, on va voir les chiffres quand ils seront publiés, mais d'une part il n'est pas étonnant qu'on ne puisse pas tenir les chiffres de 7 ou 8% éternellement. D'autre part, je trouve et je l'ai dit déjà d'ailleurs à mes interlocuteurs chinois et notamment à Wang Yi, mon collègue, je trouve qu'ils ont fait un choix qui est maintenant d'insister sur la consommation et de se rapprocher du marché. Et donc ils n'ont pas à mon avis suffisamment expliqué que les décisions qu'ils ont prises, récentes, s'inscrivaient dans ce choix qui lui n'est pas nouveau. Et donc du coup les marchés ont surréagi. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de problème mais par exemple il m'a donné le chiffre sur la consommation et il m'a dit que la consommation avait progressé depuis 6 mois de 12% et c'est un chiffre considérable. Alors ce n'est pas la même chose qu'avant comme ressort donc je crois qu'il faut vraiment raison garder. Il y a sans doute un tassement mais je trouve qu'il y a eu une réaction qui est assez excessive par rapport à la logique de la situation.

Q - Pour revenir au défilé militaire, vous avez été impressionné ou pas ? Et cette fusée anti porte-avions ou je ne sais pas quoi?

R - Écoutez, je n'ai pas été à vrai dire très surpris. Je m'attendais à voir des militaires et des armements. C'est le cas. Disons que les choses étaient assez bien ordonnées.

Q - Vous n'avez pas peur ?

R - Non. J'ai revu, vous les avez peut-être vus, dans les marches de la manifestation, des personnes que j'ai connues qui étaient les dirigeants précédents, qui étaient là, qui étaient dans des situations physiques diverses d'ailleurs mais c'était intéressant. Bien sûr parce qu'il y a toujours vous savez des débats sur est-ce qu'ils sont là est-ce qu'ils sont plus là, qui est-ce qui est là et là visiblement, peut-être avec quelques exceptions, on a voulu montrer un continuum. C'est intéressant. Et dans le spectacle de ce soir, je ne sais pas si vous l'avez vu, c'est la même chose, c'est Mao et au bout du processus, c'était intéressant, c'était 45, 55, 65, 75, 85, 95, 2005, 2015, et c'est Monsieur Xi Jinping au bout du processus. C'était intéressant. J'avais bien sûr prévenu les Japonais que je me rendrais ici.

Q - Vous les avez prévenus et qu'est-ce qu'ils ont dit ?

R - Ils ont été sensibles au fait que je les prévienne. Et puis au moment où je les ai prévenus ils ne savaient pas encore s'ils allaient venir ou pas. Mais nous, et les Chinois sont maîtres de leur manifestation mais, nous tirons cela vers «il faut chercher la paix, regardons ce qu'ont fait les Allemands et les Français».

Q - Et les Européens, les autres Européens, ils ont été prévenus ou pas ?

R - Oui bien sûr. J'avais mon collègue italien qui était là. J'étais allé à Moscou d'ailleurs. J'étais un peu vexé parce que c'était passé inaperçu d'ailleurs, lorsqu'il y avait eu l'anniversaire, je suis allé à Moscou. Pourquoi ? C'est un peu la même logique, même si les pays ne sont pas les mêmes. L'histoire c'est l'histoire. Voilà. Ça ne veut pas dire qu'on approuve tout ce qui est fait. D'autre part il faut essayer de ne pas donner à tout cela une dimension militariste. Mais bon, l'histoire est l'histoire et nous sommes membres permanents du Conseil de sécurité. Dans les deux cas, le Secrétaire général des Nations unies était là, qui représente quand même l'ensemble de la communauté internationale. Nous sommes un des grands pays donc voilà, il est logique que j'y aille. Le président de la République lui-même n'y est pas allé mais il m'a demandé d'y aller. Et là, parmi les Européens, il y avait le président tchèque je crois, j'ai vu, et puis il y avait M. Schröder, M. Blair que j'ai vu aussi, et des personnalités peut-être plus ou moins connues. Mais c'est normal que nous y soyons présents.

(...)

Q - Est-ce qu'on pourrait avoir des précisions sur cette réunion en Afrique ?

R - Pas encore mais l'idée, vous vous rappelez, c'est un des points qui avait été abordé lorsque le Premier ministre est venu en France en disant est-ce qu'on pourrait travailler ensemble sur les marchés tiers, en Afrique, en Asie etc. Donc il y a déjà des projets qui ont été recensés mais il y a l'idée de créer un fonds franco-chinois. Il faut donner du corps à tout cela et ça pourrait donner lieu à une application au premier semestre de l'année prochaine. D'ailleurs j'ai remis au Premier ministre une lettre de son homologue français sur cela et sur la COP21.

Q - Vous reprenez l'avion demain, c'est une vie d'enfer....

R - Oui comme d'habitude. L'enfer, comme disait Sartre, c'est les autres !

Non, ce n'est pas l'enfer mais c'est le rythme qui reprend. Mais je ne vais pas vous entretenir du temps qui passe mais quand il fait très chaud, et après vous devez avoir ça, l'air conditionné, c'est très mauvais pour la gorge et après on se traîne une espèce de toux. Mais ça va bien.

L'autre jour, j'ai fait le club de la presse d'Europe 1 et Elkabbach me dit mais alors, est-ce que ça va ? Parce que j'avais eu un petit moment de faiblesse. Alors je lui dis, physiquement ça va très bien ; intellectuellement c'est à vous de juger. Mais le trimestre va être lourd, en particulier parce qu'à tout ce que je fais d'habitude, s'ajoute la COP21, c'est quand même une énorme affaire qui n'est pas facile du tout. Je ne sais pas si vous avez vu les dépêches. En ce moment il y a une réunion qui n'avance pas assez vite et donc la question est à un moment où il faut se saisir de tout ça et dans la mesure où c'est moi qui la préside, il faut que je m'en occupe.

Q - Quel est le pronostic ?

R - Moi j'ai un pronostic plutôt positif parce que tous les gens que je vois disent «il faut qu'il y ait un accord». Mais la vraie question c'est est-ce que ce sera un accord ambitieux ou un accord faible ?

Et il y a deux grandes questions, enfin il y a beaucoup de questions car c'est une affaire très complexe, mais je pense qu'il y a deux questions en particulier qui sont décisives. La première, c'est la question des finances parce que les pays pauvres disent aux pays riches, nous, nous polluons très peu mais nous sommes victimes du dérèglement climatique mais nous voulons bien faire un tas de choses, mais «where is the money».

Des finances doivent donc être trouvées. C'est d'ailleurs le fameux objectif en 2020 de 100 milliards de dollars par an, de financements publics et privés, et pour le moment nous ne sommes pas encore globalement tout à fait à ce niveau-là. Donc il va falloir se tourner vers les pays riches, du G7, et je pense que le succès, pour une part, dépendra de la capacité que nous avons à financer. Ça c'est un aspect.

Deuxième aspect, dont j'ai parlé d'ailleurs avec les Chinois, c'est un aspect un peu plus compliqué à expliquer. Vous savez que chaque pays doit publier sa contribution nationale, son engagement national. Les Chinois l'ont fait ; aujourd'hui au moment où je parle il y a 56 pays qui l'ont fait, qui représentent plus de 60% du volume des émissions. Et donc c'est l'engagement, le gouvernent chinois a dit, voilà ce que je vais faire en 2025, 2030. Ça permet à des ONG, à des think tanks de regarder quelle est la somme des engagements des pays. Et il semble que quand on fait la somme de tous ces engagements, on n'est non pas 2 degrés d'augmentation, mais plutôt à 3 degrés. Mais dans le même temps, l'objectif de l'accord de Paris c'est de s'engager à ne pas dépasser les deux degrés. Alors là il y a un problème : si on dit d'un côté, on s'engage à ne pas dépasser deux degrés, et si on fait l'addition de tout ce qu'il y a et qu'on obtient 3 degrés. Mais en fait, il n'y a pas de contradiction parce que les horizons temporels ne sont pas les mêmes. Il faut viser 2 degrés en 2100 et d'ici là, il va y avoir des évolutions technologiques, des nouveaux engagements, les entreprises privées vont intervenir, etc.

Mais si on veut convaincre la population qu'il n'y a pas de contradiction, il faut qu'on prévoie dans l'accord de Paris un mécanisme de réexamen qui dit voilà où on en est aujourd'hui, chacun a publié sa contribution, mais dans 5 ans, dans 10 ans, nous allons faire le bilan et on pourra, à partir des nouvelles découvertes, aller plus loin. Et ça, c'est un point très important parce que Paris ne va pas résoudre toutes les questions. Mais Paris va être à la fois un point d'arrivée, parce que jamais jusqu'à présent on est arrivés à avoir un accord universel ; mais en même temps ce sera un point de départ. Ce n'est pas du jour au lendemain que nous allons changer toutes les méthodes d'émission des gaz à effet de serre. Donc il faut trouver ce mécanisme de révision, de réexamen, vers le haut. Les Américains disent «no back-sliding», pour ne pas qu'il y ait de recul et ça c'est un point très important.

Par rapport à la question que vous posiez, moi je pense que les gens souhaitent qu'il y ait un accord. Mais la question des finances et des technologies sera importante et la question de la clause de rendez-vous le sera également. Voilà deux points, je ne sais pas si je suis clair mais c'est deux points importants dans les discussions. Avec une double difficulté. D'une part, c'est un accord qui ne peut exister que si tout le monde le signe. Ça c'est la règle. Moi je vais avoir en face de moi 195 pays. Il faut que tout le monde lève la main. Ça c'est très compliqué. Et deuxièmement, comment expliquer cela. On pourrait dire qu'on va le remettre à plus tard. Mais cela ne marche pas avec les gaz à effet de serre car quand vous émettez des gaz à effet de serre, ils restent dans l'atmosphère, 10 ans, 100 ans, 1 000 ans. Et donc tout le temps que vous perdez, ça émet des gaz et quand on a dépassé un certain volume, on ne peut plus les récupérer.

Donc, une double caractéristique de cet accord c'est d'une part qu'il faut que tout le monde le signe et d'autre part que c'est plutôt une course contre la montre qu'un accord. Ce n'est pas comme un accord commercial où on dit que si on ne le signe pas cette année on va le signer l'année prochaine ; parce qu'entre temps on aura émis des gaz à effet de serre qui à un moment font basculer et rendent impossible l'atteinte de l'objectif. Donc, ça c'est des choses qu'il faut expliquer, que les gens ne connaissent pas nécessairement et qui rendent l'exercice compliqué. Alors bon les Chinois, ils nous aident, le président Obama est engagé. Il y a beaucoup de gens qui nous aident mais ça reste une matière quand même très très compliquée.

(...)

Q - vous allez revenir avec M. Hollande ?

R - Oui. Nous allons voir M. Xi Jinping quand il sera à New York fin septembre puisqu'il est invité aux États-Unis. On reviendra ici à l'automne et il est possible que le président chinois vienne à Paris pour le début de la COP21, car on va inviter les chefs d'État et de gouvernement le premier jour, au début. En 2009, la conférence avait été perçue comme un échec pour beaucoup de raisons mais l'une des raisons de l'échec était qu'on ne l'avait pas

préparé suffisamment en amont ? À la fin, on a invité les présidents et Premiers ministres à venir, ils se sont réunis et ça n'a servi à rien car c'est un sujet extrêmement compliqué et ce n'est pas en une nuit qu'on le règle. Après m'en être entretenu avec beaucoup de monde, on nous a conseillé de donner une impulsion politique plutôt au début. Il y aura les leaders qui voudront être là, et puis il y aura la négociation mais sans inverser les choses et je pense que c'est mieux.

Q - Et le voyage de M. Hollande, ce sera combien de jours ?

R - Je ne sais pas.

Q - Et c'est une visite officielle ? Ou une visite d'État ?

R - Vous savez les Chinois feront une communication quand ce sera mis au point. Mais c'est quelque chose que l'on avait prévu depuis longtemps maintenant. Et notamment sur le suivi de notre relation et sur la question du climat. Et ça vient un peu avant le G20 qui a lieu en Turquie quelques jours plus tard.

Q - On ne peut pas s'attendre à des annonces particulières ?

R - On verra où on en est, il y a une continuité mais ce n'est pas prévu. On verra s'il y a des affaires qui sont sorties depuis.

(...).

- Migrations

(...)

Q - Pendant ce temps la question des réfugiés s'aggrave, vous en avez parlé avec le Premier ministre ?

R - Oui, il y a plusieurs collègues avec lesquels on en a parlé. Il y avait mon collègue italien, il y avait mon collègue hongrois qui était là aussi, et puis tout le monde était saisi évidemment, même ceux qui sont en dehors de l'Europe, on en a parlé avec le président Sissi, avec M. Choukri qui était là aussi, le ministre des affaires étrangères égyptien, qui sont très saisis par ça. Et puis il y avait aussi le ministre des affaires étrangères de Libye.

Vous savez que le président français et la chancelière ont pris l'initiative et l'idée que j'ai développée et qui je crois est pertinente, c'est que c'est un problème très sérieux, qu'aucun pays ne peut penser résoudre seul. Et donc il faut qu'il y ait une approche européenne mais pas seulement une approche ; il faut qu'il y ait une application européenne. Donc aussi bien en ce qui concerne le champ de l'asile, le droit d'asile, il faut qu'il y ait une certaine harmonisation, ce qu'on appelle les «hot spots» c'est à dire les endroits où l'on peut

s'enregistrer pour ce qui concerne la façon dont on traite les immigrés irréguliers pour les renvoyer chez eux, la préparation de la réunion avec les Africains. On a travaillé ensemble. Demain, c'est pour cela que je rentre ce soir d'ailleurs, nous avons une réunion à Luxembourg, qui s'appelle le «Gymnich». Le «Gymnich» ce sont des réunions périodiques, tous les six mois des ministres des affaires étrangères de l'Europe, où on fait un peu de brain-storming, sans prendre de décisions immédiates. Parmi les sujets que nous allons aborder, il y a évidemment celui-là. Et aussi, la question du Proche-Orient. Je serai là-bas pour déjeuner. Tout le monde est évidemment très très préoccupé et vous avez vu, je n'étais pas là mais c'est dans tous les journaux, les photos de ce drame épouvantable de ce petit enfant, donc cela saisit évidemment les opinions.

Q - Qu'est-ce que vous pensez de l'attitude de Viktor Orban qui dit que les racines chrétiennes sont menacées, que tout cela est un problème allemand et pas européen ?

R - Je ne veux pas entretenir une polémique avec M. Orban car je me suis déjà exprimé assez fortement récemment. Mais je pense que c'est un problème qui est posé à tous les pays d'Europe, même s'il est vrai que beaucoup des demandeurs d'asile veulent aller en Allemagne ou dans les pays scandinaves, pour beaucoup d'entre eux. Il faut qu'il y ait une certaine «répartition» si on peut dire, parce que sinon nous allons avoir une grande difficulté. Il y avait des déclarations de M. Tusk, de M. Juncker, de Mme Merkel, de M. Hollande, qui vont dans ce sens-là. Seulement c'est très compliqué parce que les populations sont souvent à vif dans des situations très contradictoires. D'un côté, beaucoup de gens disent «qu'est-ce qu'il vient faire ?» ; mais quand on voit la photo de ce petit enfant, et comme c'est légitime, les gens s'émeuvent beaucoup. Donc l'Europe doit quand même avoir une approche commune et c'est de cela qu'il faut discuter.

Q - On a dit justement que l'Europe a été incapable de trouver cette approche commune.

R - Oui mais il faut essayer de le faire. Il ne faut pas baisser les bras. Il faut essayer.

(...).

- Syrie

(...)

Concernant la Syrie, vous savez que les Russes ont reçu pas mal de monde dans l'opposition syrienne. Nous-mêmes nous sommes en contact avec les Russes, les Américains, les Arabes, l'opposition, les Iraniens, pour voir comment on peut essayer de trouver une solution politique. Nous avons réussi à voter quelque chose ensemble à New York, ce qui ne s'était pas produit depuis longtemps, mais, quand on regarde les résultats, pour le moment nous ne sommes pas arrivés à trouver une solution politique. Donc, on continue et on se tient au courant.

Q - C'est nouveau que l'on ait finalement un dialogue positif avec les Russes sur cette question...

R - Non, ce n'est pas nouveau. Il y a une différence entre eux et nous. Ils disent - mais ce n'est pas toujours le même discours selon les moments, parce que, excusez la vulgarité de l'expression car «on n'est pas mariés avec M. Bachar», mais il faut trouver une procédure avec M. Poutine, avec eux. Nous nous disons il faut trouver une transition politique avec à la fois des éléments d'origine, sans M. Bachar, et des éléments de l'opposition. Et on discute avec eux, mais surtout avec les forces de l'opposition, pour essayer de voir si on peut monter quelque chose. On a beaucoup de discussions, beaucoup de contacts, beaucoup d'échanges. Pour le moment on y est pas arrivé, mais il faut continuer.

- Ukraine - Russie

(...)

Q - Quand vous dites que vous avez parlé avec M. Lavrov de l'Ukraine, vous dites qu'il y a des sujets qui peuvent avoir des intérêts communs ?

R - Prenons les deux. L'Ukraine, vous avez vu que c'est très difficile parce qu'il y a deux problèmes. Le premier, c'est que les armes n'ont pas été suffisamment retirées. Nous allons donc probablement faire une réunion au niveau des ministres, en format de Normandie, peut-être qu'il y aura une réunion au niveau des chefs d'État sur cette question. Et puis, la situation du président Porochenko est très difficile. Pour respecter l'accord de Minsk et donc libérer la frontière, il faut d'abord qu'il y ait des élections. Pour qu'il y ait des élections dans le Donbas, il faut qu'il y ait une modification de la constitution. M. Porochenko a proposé un texte et il a obtenu une majorité mais qui est faible alors qu'il faut en deuxième lecture une majorité des deux-tiers. D'autre part, vous avez vu que le parti d'extrême-droite est intervenu de manière très violente.

J'ai donc discuté de cela avec M. Lavrov. Nous, il faut que nous fassions le maximum pour que M. Porochenko puisse respecter l'accord de Minsk et que les choses puissent être votées. Ce qui nous ennuierait énormément, le terme est faible, ce serait qu'il n'obtienne pas la majorité puisqu'à ce moment-là nous serions bloqués.

(...).

- Continent africain

(...)

Q - Que pensez-vous des propositions de M. Borloo sur l'Afrique ? Pensez-vous les inclure dans la COP21 ?

R - C'est compliqué. L'idée générale, pas seulement une idée de M. Borloo qui est bonne mais une idée officielle, c'est de pouvoir raccorder plus facilement en électricité si on peut dire, en énergie, le continent africain qui est très faiblement raccordé. Avec des technologies nouvelles.

M. Borloo a fait des démarches auprès d'un certain nombre de gens qu'il connaît mais si on veut donner un caractère vraiment officiel à cela, il faut que les Africains eux-mêmes l'endossent. Actuellement, ce sont les Égyptiens qui ont le lead, c'est eux qui ont produit l'organisation qui discute de ça. C'est en bonne voie. Évidemment si on y arrive, ce serait remarquable parce que ça permettrait d'avoir des résultats assez vite. Parce que, normalement, la COP21, elle prend effet en 2020, et puis c'est souvent 2020 - 2025 - 2030. Et beaucoup de pays disent bon c'est déjà très loin, qu'est-ce qu'on peut faire rapidement ? On dit, bon, on va déjà essayer, pour l'Afrique, de faire avancer ce système d'une électricité plus disponible. Parce que c'est nécessaire à la fois pour l'éducation, pour le chauffage, pour l'industrie. Et donc on avance mais, vous savez, ça avance, et pour l'instant on n'a pas encore pris de décisions. On pousse.

Q - Est-ce qu'on peut imaginer au-delà cette étape, l'idée d'une sorte de plan Marshall, qui serait un plan Fabius - Li ?

R - Non, je ne demande rien. Les sommes en cause pour le raccordement ne sont pas énormes. Donc évidement ça dépend de la vitesse, mais il faudra des financements. Mais je vais vous donner un autre exemple. Vous savez peut-être que le nouveau Premier ministre du Bénin, qui est remarquable, il me racontait l'autre jour le problème qu'il a. La moitié de la population n'a pas d'électricité au Bénin. 5 millions n'ont pas d'électricité. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que le soir vos enfants ne peuvent pas faire leurs devoirs, les serpents sont là, et il existe au Kenya je crois, du matériel d'origine française qui permet, pour des sommes très modiques, non pas de monter des gros générateurs, mais d'apporter de l'électricité pour toute la population. Et quand je dis des sommes modiques, pour 5 millions de personnes, c'est de l'ordre de 40 millions d'euros. Donc vous voyez, ce ne sont pas des sommes énormes. Évidemment, c'est un changement de vie considérable. Donc ce sont des choses comme ça sur lesquelles on travaille.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 septembre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196120-conference-de-presse-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrange